

Source : <http://www.lesoir.be/180202/article/2018-09-24/climat-la-frilosite-belge-met-de-leau-dans-le-gaz-du-benelux>

Téléchargement 25 09 2018

Climat: la frilosité belge met de l'eau dans le gaz du Benelux

24 09 2018

Par Michel De Muelenaere

La Belgique a fait savoir qu'elle ne pourrait pas souscrire à une proposition de déclaration politique à propos de la lutte contre les changements climatiques.

Aujourd'hui, j'aurais préféré être Luxembourgeois ou Néerlandais ». Ce fonctionnaire belge s'exprimant anonymement, lundi après-midi, résumait les sentiments de plusieurs dizaines de participants à une réunion commune du Benelux. Au centre de la rencontre : la manière dont les acteurs de ce vaste dossier (entreprises, syndicats, ONG, administrations...) des trois pays peuvent coopérer pour améliorer la lutte contre les changements climatiques. Il y avait là de l'enthousiasme, des idées, de la volonté et un évident sens de l'urgence. « *La question n'est seulement d'améliorer nos efforts, mais aussi de les accélérer* », soulignait Hans Bruyninckx, le patron de l'Agence européenne pour l'Environnement.

Peu d'ambition

Parallèlement à cet exercice de rapprochement des sociétés civiles, un autre débat, politique, se jouait en coulisse. L'enjeu : tricoter une déclaration ministérielle commune positionnant le trio du Benelux parmi les pays les plus ambitieux sur le climat. On sait que les engagements climatiques, notamment de l'Union européenne, sont insuffisants pour atteindre l'objectif de l'accord de Paris : maintenir l'élévation de la température bien en dessous de 2°C. Il faut donc relever le niveau de l'ambition. En Europe, certains veulent l'annoncer dès cette année. D'autres veulent attendre.

Où allait se positionner le Benelux ? Le Luxembourg et les Pays-Bas sont parmi les plus ambitieux. Mais la Belgique – à l'autre bout du spectre – a fait capoter une proposition de déclaration pourtant pas mirobolante. Le week-end dernier, après des mois de négociations, notre pays a fait savoir qu'il ne pourrait souscrire au document. En cause : une ambition jugée « *trop élevée* » par le fédéral. La dernière mouture, pourtant agréée par les trois Régions du pays, avait été soumise en dernière minute à une consultation entre les cabinets ministériels fédéraux. Vendredi, le blocage est venu de la N-VA qui a émis un si grand nombre d'objections qu'il n'était même plus possible de poursuivre la discussion avec nos voisins, eux-mêmes à la limite inférieure de l'acceptable.

On sauve les meubles

Retenue par les soucis des centrales nucléaires, la ministre du Climat, Marie-Christine Marghem (MR) n'a pas rejoint ses homologues néerlandais et luxembourgeois. Et ce n'est qu'en toute fin de journée

qu'in extremis une courte déclaration a finalement été publiée. « *On sauve les meubles* », dit un expert qui, sous les circonlocutions, aperçoit des raisons de positiver. Alors que sous l'impulsion de la N-VA la Belgique avait refusé toute référence au prochain rapport du Giec, la déclaration indique néanmoins que ce dernier servira de « *source d'information* ». Le texte note que les futurs engagements des pays devront être « *en phase* » avec l'accord de Paris. Et que l'Europe doit « *garder le leadership* » sur les questions climatiques. Les trois du Benelux disent enfin leur soutien aux projets et initiatives locales de lutte contre le réchauffement du climat. Ils créent un groupe de travail destiné à étudier des formes plus concrètes de soutien.

On se console donc comme on peut. Ulcérées, les ONG actives sur le climat ont adressé un message à la N-VA et au MR leur reprochant d'avoir manqué « *une opportunité de remettre notre politique climatique sur les rails et rendre la crédibilité à notre pays sur cet enjeu* ». Trois ans après l'accord de Paris, disent-elles, « *savoir qu'il n'est toujours pas possible que notre gouvernement promeuve des objectifs climatiques de long terme qui soient en ligne avec cet accord est affligeant* ».